

NOTICE D'INFORMATION

Règlement général sur la protection des données de l'UE (2016/679), articles 13 et 14

Date de rédaction : 27 mars 2018

Updated : 05 décembre 2019

Version : 1.2.

Il est possible que ce document Notice d'information soit actualisé ou révisé à tout moment, avec le préavis éventuel prévu par la loi applicable. Votre droit à la portabilité des données et/ou à la restriction du traitement, le cas échéant, s'appliquera à partir du 25 mai 2018.

1. Contrôleur / Entreprise	Orion Corporation (Numéro d'identification de l'entreprise : 1999212-6) Orionintie 1 02200 Espoo Finlande Tél. +358-10 4261
2. Responsable / personne à contacter	Andrea Piazza Orion Pharma AG Baarerstraße 75 CH – 6300 Zug Suisse Tél. +41 41 767 40 - 97 Courriel : andrea.piazza@orionpharma.com Coordonnées de l'administratrice de la sécurité des données : Courriel : privacy@orion.fi
3. Nom du fichier de données	Registre clients
4. Objectif du traitement des données personnelles / destinataires (ou catégories de destinataires) des données personnelles / base légale du traitement des données personnelles	<p>L'objectif du traitement des données personnelles dans ce fichier de données est de permettre au contrôleur de développer, d'entretenir, de gérer et de contrôler les relations avec la clientèle et, par ailleurs, de créer et développer ses activités, y compris la création d'un profil et le profilage des clients (réservation, exécution et enregistrement des événements de promotion des ventes de médicaments, informations circulant sur les produits médicaux, enregistrement de la distribution d'échantillons). Le contrôleur est notamment autorisé à faire de la publicité directe concernant la prescription de médicaments exclusivement auprès des personnes autorisées à prescrire et à vendre les médicaments et à fournir des informations sur les réactions indésirables aux autorités compétentes. Les obligations peuvent varier d'un pays à l'autre, selon la législation nationale. Vous pouvez obtenir des informations complémentaires auprès de la représentante locale du contrôleur désignée au paragraphe 2 du présent document.</p> <p>Le contrôleur ne communiquera pas à des tiers les données collectées à des fins commerciales. Il est possible que le contrôleur partage vos données avec des tiers, comme par exemple ceux qui nous assistent pour l'exécution des opérations techniques telles que le stockage des données et l'hébergement. Le contrôleur peut communiquer les données aux fournisseurs de services sélectionnés par lui pour exécuter l'objet du registre. Le contrôleur utilise une plateforme de gestion des relations avec les clients basée sur internet dont la</p>

	<p>maintenance technique est assurée par un fournisseur de services appelé Interactive Medica ; les données personnelles sont communiquées à ces fins à Interactive Medica.</p> <p>Si la propriété ou le contrôle d'Orion Corporation ou de tout ou partie de nos produits, services ou actifs change, il est possible que nous communiquions vos données personnelles à tout nouveau propriétaire, successeur ou cessionnaire.</p> <p>La base légale du traitement des données personnelles est le respect des obligations légales du contrôleur prévues par la loi applicable (Artikel 13 Abs. 2 lit. a. DSG) ou nos intérêts légitimes à entretenir et développer la relation avec les clients (Artikel 13 Abs. 2 lit. a. DSG). Nous traitons les données personnelles uniquement sur la base de nos intérêts légitimes, dans les cas où nous estimons, sur la base du critère de prépondérance de l'intérêt, que les droits et intérêts de la personne fichée ne l'emportent pas sur notre intérêt légitime.</p>
<p>5. Contenu du fichier de données</p>	<p>Le fichier de données contient les catégories de données suivantes sur les médecins praticiens et autres professionnels médicaux (soins infirmiers) ainsi que sur les personnes organisant des rencontres de promotion des ventes :</p> <p>Informations collectées et conservées par le contrôleur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Historique des rencontres • Produits présentés • Groupes cibles en fonction du domaine thérapeutique du médecin et description du travail du médecin • Enregistrement de la distribution d'échantillons • Autre matériel possible distribué • Nom des personnes organisant les rencontres de promotion des ventes <p>Données reçues du registre externe qui ne sont pas modifiées par le contrôleur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ID de la personne dans la base de données de SM Marketing CH • Sexe • Titre • Rôle • Nom • Coordonnées (adresse professionnelle, numéro de téléphone) • Lieu de travail et coordonnées • Profession • Domaines de spécialisation • Expertise • Qualifications
<p>6. Source des informations</p>	<p>Données fournies par le fournisseur de services SM Marketing CH : https://www.smmarketing.ch</p> <p>Données collectées par le contrôleur : personnel commercial, représentants commerciaux du contrôleur</p>
<p>7. Période de conservation des données personnelles</p>	<p>Le fournisseur de services SM Marketing CH ne fournit que des données valides et à jour. Le fichier de données est régulièrement actualisé pour n'inclure que les données pertinentes pour le traitement. Sur demande légitime de la personne fichée, le traitement est restreint conformément à la demande. Les données sont effacées conformément à l'obligation d'archivage (distribution d'échantillons de médicaments).</p>

<p>8. Principes de la sécurisation du fichier de données</p>	<p>Le fichier de données se trouve sur un serveur dans un environnement d'hébergement privé. L'application est utilisée via une connexion https sécurisée et uniquement avec un nom d'utilisateur et un mot de passe personnels. Les informations ne sont accessibles qu'aux employés de l'entreprise qui en ont besoin dans le cadre de leur mission. Seul un utilisateur autorisé du fichier de données peut créer de nouveaux utilisateurs et gérer les informations des utilisateurs. La maintenance technique du fichier de données est assurée par Interactive Medica.</p>
<p>9. Droit d'accès</p>	<p>La personne fichée doit avoir un droit d'accès, après avoir fourni des critères de recherche suffisants, aux données la concernant figurant dans le fichier de données personnelles, ou un droit à notification si le fichier ne contient pas les données recherchées. Le contrôleur doit, en même temps, fournir à la personne fichée des informations sur les sources des données figurant dans le fichier, sur les utilisations des données figurant dans le fichier et sur les destinations des données divulguées.</p> <p>La personne fichée qui souhaite accéder aux données la concernant, comme susmentionné, doit faire une demande en ce sens auprès de la personne responsable chez le contrôleur au moyen d'un document signé de sa main ou d'un autre document certifié conforme.</p>
<p>10. Droit d'opposition au traitement</p>	<p>Si la base légale du traitement des données personnelles est constituée par les intérêts légitimes du contrôleur, la personne fichée a le droit de s'opposer au traitement pour des raisons en lien avec sa situation particulière.</p> <p>Si la personne fichée souhaite faire valoir le droit susmentionné, elle doit faire une demande en ce sens auprès de la personne responsable chez le contrôleur des données, au moyen d'un document signé de sa main ou d'un autre document certifié conforme, et par écrit auprès de la représentante locale du contrôleur des données désignée au paragraphe 2.</p>
<p>11. Rectification, restriction du traitement et suppression</p>	<p>La personne fichée peut informer SM Marketing CH des modifications de ses données (s'agissant des données fournies par SM Marketing CH) en contactant SM Marketing par les moyens décrits dans la notice d'information accessible via le lien internet indiqué au paragraphe 6 du présent document.</p> <p>https://www.smmarketing.ch caroline.hoelzle@smmarketing.ch</p> <p>Le contrôleur des données doit, sur sa propre initiative ou à la demande de la personne fichée, sans délai non justifié, rectifier, supprimer ou compléter les données personnelles figurant dans son fichier de données personnelles si elles sont erronées, inutiles, incomplètes ou périmées s'agissant de l'objectif du traitement. Le contrôleur des données doit également éviter la diffusion de ces données si cela peut compromettre la protection de la vie privée de l'individu ou de ses droits.</p> <p>La personne fichée doit avoir le droit d'obtenir du contrôleur la restriction du traitement, dans le cas où la personne fichée a contesté l'exactitude des données personnelles traitées, si la personne fichée a déclaré que le traitement est illégal et s'est opposée à leur suppression mais a plutôt demandé la restriction de leur utilisation, si le contrôleur n'a plus besoin des données personnelles aux fins de traitement mais si elles sont nécessaires à la personne fichée pour faire valoir, exercer ou défendre des droits légaux ou si la personne fichée s'est opposée au traitement en vertu du règlement général sur la protection des données de l'UE en attendant de vérifier si les motifs valables du contrôleur l'emportent sur ceux de la</p>

personne fichée. Lorsque le traitement est restreint sur la base des motifs ci-dessus, la personne fichée qui a obtenu la restriction doit être informée par le contrôleur avant la levée de la restriction du traitement.

Si le contrôleur des données refuse la demande par la personne fichée de rectification d'une erreur, une attestation écrite doit être émise en ce sens. L'attestation doit également mentionner les motifs de ce refus. Dans ce cas, l'individu peut porter l'affaire à l'attention du commissaire chargé de la protection des données.

Le contrôleur des données doit notifier la rectification aux destinataires auxquels les données ont été communiquées ainsi qu'à la source des données personnelles erronées. Il n'y a cependant aucun devoir de notification si cela est impossible ou excessivement difficile.

Les demandes de rectification doivent être faites auprès de la représentante locale du contrôleur des données désignée au paragraphe 2 du présent document.

Vous avez le droit de porter une plainte auprès d'une autorité de contrôle, notamment dans l'État membre de votre résidence habituelle, de votre lieu de travail ou du lieu de l'infraction alléguée, si vous estimez que le traitement des données à caractère personnel vous concernant enfreint le règlement général sur la protection des données.